

Modifications réglementaires pour le 2400, boulevard Montmorency, permission de 5 ans pour du stationnement commercial

Projet de Règlement modifiant le Règlement de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou sur l'urbanisme relativement à une utilisation temporaire sur le lot numéro 1 571 530 du cadastre du Québec, R.C.A.1V.Q.459

Activité de participation publique



Consultation écrite

Date et heure (ou période)

Du 17 au 24 mai 2022 inclusivement

Lieu

Formulaire en ligne

Activité réalisée à la demande du :

Conseil d'arrondissement de La Cité-Limoilou

Projet

Secteur concerné

Arrondissement de La Cité-Limoilou, quartier Maizerets, près D'Estimauville

Description du projet et principales modifications

Depuis 2011, une cinquantaine de cases de stationnement du salon de quilles du 2400, boulevard Montmorency sont disponibles en location pour des travailleurs du secteur D'Estimauville. Le propriétaire du terrain souhaite renouveler cette permission de 50 cases pour 5 ans. Les Galeries de la Canardière n'ont pas demandé un renouvellement.

Documentation disponible sur le site Internet de la Ville de Québec

<https://www.ville.quebec.qc.ca/citoyens/participation-citoyenne/activites/fiche.aspx?IdProjet=328>

Participation

Conseiller municipal :

M. Claude Villeneuve, conseiller du district électoral Maizerets-Lairet

Personne-ressource :

M. Christian Lepage, conseiller en urbanisme, Division de la gestion territoriale

Coordination de la consultation :

M. Daniel Leclerc, conseiller en consultations publiques, Service de l'interaction citoyenne

Participation sur la page web du projet

Aucun citoyen n'a apporté de commentaire ou de question.

Questions et commentaires du public

Aucun citoyen n'a apporté de commentaire ou de question.

Prochaines étapes

Transmettre ce rapport à la Division de la gestion territoriale, à la Direction de l'Arrondissement de La Cité-Limoilou et au Conseil d'arrondissement de La Cité-Limoilou.

Réalisation du rapport

Date

31 mai 2022

Rédigé par

M. Daniel Leclerc, conseiller en consultations publiques, Service de l'interaction citoyenne